



COMMUNIQUÉ

Première prise de contact

Monsieur François Adam, Conseiller social du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur a reçu hier une délégation de la Fédération des Finances FO.

Ce premier contact avec un membre de la nouvelle équipe ministérielle rentre dans le cadre de la demande d'audience que la Fédération des Finances FO a formulé dès la nomination de Monsieur Moscovici.

Il a été confirmé que le rendez-vous avec le ministre aurait lieu fin juin – début juillet.

Monsieur Adam a par ailleurs précisé que son champ de compétence excluait le ministère du redressement productif, sans pouvoir préciser si Monsieur Montebourg nommerait un conseiller social.

FO Finances considère que ce choix s'impose.

La **Fédération des Finances FO** a développé tous les grands sujets d'actualité, en présentant ses revendications :

Arrêt de la RGPP – Arrêt des suppressions d'emplois – Amélioration des conditions de travail – Revalorisation des traitements par l'augmentation du point d'indice - Réactualisation des frais de déplacement – Abrogation du jour de carence - Abandon du contingentement du 8ème échelon du C – Signature des plans de promotions et de l'arrêté pro-pro - Maintien des droits syndicaux – Exigence du maintien d'une action sociale ministérielle au niveau départemental – Révision de la cartographie des CHS CT - Recrutement d'IHS et de médecins de prévention – Poursuite et renforcement d'une politique ministérielle pour la lutte contre toutes les discriminations – Attachement à la cellule de recrutement et d'insertion des personnes handicapées (CRIPH).

La **Fédération des Finances FO** a également évoqué les conséquences de la création de la DGFIP, le conflit actuel en Douane sur les indispositions (rappel de la demande d'un moratoire), le statut des enquêteurs de l'INSEE, et le classement en site amianté du Tripode à Nantes, et l'avenir de la DGCCRF.

En conclusion, la Fédération des Finances FO a insisté sur le fait qu'il ne saurait être question pour notre ministère d'être une nouvelle fois l'une des victimes d'une politique d'austérité, en particulier dans la doctrine de gestion des emplois dans la fonction publique de l'État.

Au-delà du conflit Douanes en cours, sur lequel **FO Finances** demande une réponse la plus rapide possible, la prochaine audience avec Monsieur Moscovici devrait permettre de connaître sur les premières orientations qu'il souhaite impulser à sa politique ministérielle.

Paris, le 14 Juin 2012